



UPRIGAZ

3 mars 2014

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de GRTgaz et TIGF au 1^{er} mai 2014¹

La consultation publique lancée par la CRE le 6 février 2014 sur l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de GRTgaz et TIGF appelle de la part de l'UPRIGAZ, à titre liminaire 5 séries de réflexion.

En premier lieu, l'UPRIGAZ tient à souligner l'importance du travail déjà accompli par les GRT pour s'adapter aux règles d'équilibrage contraignantes prévues par le code de réseau européen.

En second lieu, les expéditeurs ne contestent pas l'importance de recourir à des instruments de marché pour assurer leurs besoins d'équilibrage conformément aux dispositions du code de réseau européens. En revanche, les expéditeurs souhaitent que parallèlement, les informations délivrées par les GRT pour leur permettre d'assurer dans les meilleures conditions leur équilibrage, soient à la fois les plus précises possibles et fournies en temps réel.

En troisième lieu, les expéditeurs s'interrogent sur la nécessité de prendre en compte le gaz en conduite pour l'équilibrage de réseaux et souhaiteraient davantage de transparence sur cet outil dont disposent les GRT pour faciliter l'équilibrage de leurs réseaux. Ils font observer, à cet égard, que le projet de codes de réseau européens prévoit la possibilité pour les GRT de proposer un service de flexibilité par stockage en conduite.

En quatrième lieu, il apparaît que les pénalités imposées aux expéditeurs en cas de déséquilibres sont fixées à un niveau élevé si on les compare avec les niveaux existant ailleurs en Europe.

En cinquième lieu, il apparaît préférable à l'Uprigaz de s'orienter directement vers les règles d'équilibrage du code de réseau européen en limitant le nombre d'étapes transitoires inévitablement génératrices de complexités opérationnelles, organisationnelles et entraînant des coûts importants en matière de systèmes d'information, quitte à repousser les dates d'entrée en vigueur du dispositif. On comprend que ces nouveaux systèmes puissent nécessiter une période d'adaptation et de rodage. Durant cette période dans laquelle les informations communiquées par les GRT concernant l'équilibrage des expéditeurs peuvent présenter des imperfections ; le système des pénalités devrait être moins contraignant

¹ TIGF, membre de l'UPRIGAZ, n'a pas souhaité être associé à cette réponse, en raison de son implication directe dans les activités faisant l'objet de la présente consultation

Question 1 : Etes-vous favorable aux propositions des GRT concernant les informations mises à disposition des expéditeurs ?

Concernant les informations mises à la disposition des expéditeurs, l'UPRIGAZ formule 3 observations :

- D'une part, elle ne peut que se féliciter de l'augmentation des informations que les GRT peuvent mettre à leur disposition
- D'autre part, les expéditeurs membres de l'UPRIGAZ souhaitent appeler l'attention de la CRE et des GRT sur la qualité et la fiabilité de ces informations. Même si les erreurs deviennent plus rares, il n'en demeure pas moins que les expéditeurs sont parfois victimes d'informations erronées ou inexistantes ayant des incidences sur leur comportement en matière d'équilibrage. Or, l'augmentation sensible des pénalités encourues en cas de déséquilibre observé conduit à des conséquences financières significatives pour toute diffusion d'informations inexacts ou parcellaires.
Il appartient à la CRE, au même titre qu'elle exerce une surveillance des marchés, de mettre en place un dispositif lui permettant de s'assurer de façon permanente de la qualité des informations mises à la disposition des expéditeurs et de sanctionner en tant que de besoin tout manquement à cette nécessaire fiabilité des informations fournies. L'Uprigaz estime qu'au-delà du renforcement des mécanismes de régulation incitative des GRT pour la qualité des données fournies aux expéditeurs, dans le cadre de la mise à jour du tarif ATRT5, au 1^{er} avril 2014, des dispositions devraient être introduites prévoyant des compensations financières au titre du préjudice subi par les expéditeurs pour des actions correctives fondées sur des données erronées.
- Enfin, l'UPRIGAZ souhaiterait que les dispositifs proposés par les 2 GRT français soient parfaitement identiques ce qui facilitera à terme le passage à la zone unique.

Question 2 : Etes-vous favorable aux propositions de GRTgaz concernant l'évolution des modalités de règlement des déséquilibres des expéditeurs ?

L'UPRIGAZ souhaite que le système se rapproche le plus rapidement possible du système d'équilibrage cible prévu par le code de réseau européen.

En effet, le système des « talons » qui définit le montant des déséquilibres cumulables qui peuvent être reportés d'une journée sur l'autre nécessite chez les expéditeurs un suivi rigoureux qui génère des complexités opérationnelles. Actuellement, le coût de ce suivi et des complexités qu'il implique n'est plus compensé par les gains induits par les flexibilités apportées par les talons. Dans ces conditions il serait souhaitable que la Concertation gaz se prononce rapidement sur ces questions afin de permettre à la CRE d'arrêter une position définitive dans les délais prescrits.

Par ailleurs, le niveau de décote et de surcote proposé par les 2 GRT nous apparaît excessif, notamment si on le compare au niveau de décote qui existe actuellement au Royaume Uni et qui ne dépasse pas 5 %.

Question 3 : Etes-vous favorable aux propositions de TIGF concernant l'évolution des modalités de règlement des déséquilibres des expéditeurs ?

Les observations concernant la décote/surcote énoncées ci-dessus sont bien évidemment parfaitement transposables à TIGF.

Par ailleurs, l'UPRIGAZ ne comprend pas l'intérêt de faire passer la « tolérance d'écart cumulé » de 2 à 1 fois la tolérance d'écart journalier. En d'autres termes, dès lors qu'un expéditeur aura atteint en fin de journée la limite de tolérance journalière qui lui est accordée, il ne pourra plus les jours suivants bénéficier de la moindre tolérance en cas de déséquilibre allant dans le même sens.

L'UPRIGAZ s'interroge sur la proposition formulée par TIGF de solder, à compter du 1^{er} mai 2014, le compte d'écart cumulé non plus en fin de mois mais dans sa globalité au 31 mars 2015. Ceci mériterait une explication.

Question 4 : Etes-vous favorable à l'évolution des modalités d'intervention de GRTgaz sur le marché au titre de ses besoins d'équilibrage ?

L'UPRIGAZ ne peut que se féliciter de l'intervention de GRTgaz sur les marchés pour assurer les besoins d'équilibrage de sa zone. Si le volume des interventions de GRTgaz devait croître significativement, il serait souhaitable que lesdites interventions n'aient plus lieu uniquement sur un nombre limité de fenêtres de courte durée. Il faudrait à tout le moins que le nombre de ces fenêtres soit augmenté et que la durée des interventions soit élargie. On peut même souhaiter que le système de fenêtres disparaisse et que GRTgaz intervienne en continue tout au long de la journée pour ne pas créer des mouvements de marché trop importants.

Question 5 : Etes-vous favorable à l'évolution des modalités d'intervention de TIGF sur le marché au titre de ses besoins d'équilibrage ? Etes-vous favorable à ce que TIGF intervienne au PEG Sud à partir du 1^{er} mai 2014 au plus tard ?

Les observations formulées à la réponse 4 ci-dessus sont parfaitement transposables. Par ailleurs, on peut s'interroger sur la pertinence d'une intervention pour une quantité de 250 MWh en week-end, quantité qui apparaît insignifiante.

L'intervention envisagée par TIGF au PEG Sud ne peut se justifier que dans l'hypothèse de la création d'un PEG unique (TIGF – PEG Sud). En revanche, la consultation est muette quant au transport des quantités nécessaires à l'équilibrage entre le PEG Sud et le PEG TIGF. Ce point mériterait d'être précisé.
